

N° DP 24/193

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°2 AU MARCHE 105RL20 - PRESTATIONS POSTALES POUR LA COMMUNE DE LA GARDE ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - LOT 1 : PRESTATIONS DE SERVICES ET D'ENVOIS POSTAUX (Y COMPRIS EN RECOMMANDE) NATIONAUX ET INTERNATIONAUX D'UN POIDS INFERIEUR OU EGAL A 3KG, DANS LE CHAMP DU SERVICE UNIVERSEL POSTAL

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R.2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché n°105RL20 portant sur les prestations postales pour la commune de La Garde et la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Lot n°1 : prestations de services et d'envois postaux (y compris recommandé) nationaux et internationaux d'un poids inférieur ou égal à 3Kg, dans le champ du service universel postal a été attribué au groupement conjoint LA POSTE / MAILEVA pour une durée d'1 an reconductible 3 fois, au montant mini 140 000 € HT et maxi 460 000 € HT pour la Métropole TPM, au montant mini de 40 000 € HT et maxi 120 000 € HT pour la commune de La Garde et notifié le 29/06/2020,

VU l'avenant n°1 relatif aux obligations contractuelles du sous-traitant et du responsable de traitement issues du règlement (UE) 216/679 du parlement européen et du conseil 27 avril 2016 notifié le 02/09/2021,

VU le projet d'avenant n°2 annexé,

CONSIDERANT que l'édition, la mise sous pli et le routage postale des bulletins de salaires des agents rémunérées par la Métropole TPM sont effectuées par la plateforme professionnelle sécurisée dématérialisée MAILEVA office,

CONSIDERANT que l'annexe 1 « Désignation des co-traitants et répartition des prestations » de l'Acte d'Engagement prévoyait un maxi à 15 000 € HT par an pour le co-traitant MAILEVA,

CONSIDERANT que le nombre d'agents rémunérés par la Métropole TPM a induit une augmentation des envois postaux réalisés par MAILEVA ce qui a conduit à l'atteinte du maximum initialement prévu pour ce co-traitant,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier cette annexe en supprimant les montants de répartition s'agissant d'un accord cadre à bons de commande,

CONSIDERANT que cette nouvelle répartition n'a aucun impact sur les montants et la durée du marché,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°2 au marché 105RL20 avec le Groupement LA POSTE / MAILEVA, ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024, opération 25, article 6261.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **06 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



00 844 1005

MARCHE N°105RL20

**Prestations postales pour la Commune de La Garde et la Métropole Toulon
Provence Méditerranée –**

**Lot 1 : Prestations de services et d'envois postaux (y compris en
recommandé) nationaux et internationaux d'un poids inférieur ou égal à 3Kg,
dans le champ du service universel postal**

AVENANT N° 2

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD-CADRE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par le Président en exercice, dûment habilité,
Direction :	Direction des Ressources Humaines
Titulaire initial de l'accord-cadre :	Groupement conjoint LA POSTE / MAILEVA SAS
Date de notification :	29/06/2020
Durée de l'accord-cadre :	1 an reconductible 3 fois
Montant de l'accord-cadre :	TPM : Mini 140 000 € HT / Maxi 460 000 € HT Commune La Garde : Mini 40 000 HT / Maxi 120 000 € HT
Avenant n°1 :	Avenant n°1 notifié le 02/09/2021 : "Obligations contractuelles du sous-traitant et du responsable de traitement issues du règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil 27 avril 2016"
Imputation budgétaire :	Budget Principal 2020 et suivants
Nature de l'acte modifiant le marché :	Modification de la répartition entre cotraitants

Annexes : Annexe 1 de l'Acte d'Engagement « Désignation des co-traitants et répartition des prestations » du lot 1 de l'accord-cadre

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur le Président en exercice, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Roger SOM Responsable des Opérations Commerciales représentant de LA POSTE SAS pour le groupement titulaire conjoint LA POSTE / MAILEVA,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT n°2

Article 1 : Objet de l'avenant n°2

Le lot 1 de l'accord-cadre relatif aux prestations postales pour la Commune de La Garde et la Métropole Toulon Provence Méditerranée est réalisé conjointement par les cotraitants La Poste et MAILEVA Office.

Plus particulièrement, l'édition, la mise sous pli et le routage postale des bulletins de salaire des agents rémunérées par la Métropole sont effectuées par la plateforme professionnelle sécurisée dématérialisée MAILEVA Office.

L'annexe 1 de répartition des co-traitants de l'Acte d'Engagement avait indiqué un maxi de 15 000 € HT par an, basé sur un montant estimatif de commandes.

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commandes, la répartition des montants entre cotraitants ne peut être qu'estimative.

Les montants sont supprimés de l'annexe « Désignation des co-traitants et répartition des prestations » du lot 1 de l'accord-cadre ».

Article 3 : incidence financière

Le présent avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

Article 4 : Délais

La durée des prestations n'est pas modifiée.

Article 5 : Application des clauses du marché modifié

Toutes les clauses de l'accord-cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°2, lesquelles prévalent en cas de différence.

C – SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président et par délégation
Le directeur général adjoint des services

Pour le groupement conjoint LA POSTE /
MAILEVA

Claude WEISSE

SOM ROGER

Roger
SOM

Signature
numérique de
Roger SOM
Date : 2024.02.19
17:11:35 +01'00'

MAILEVA
SASU au capital de 1 533 000 euros
45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier
94200 IVRY SUR SEINE
Tél : 0 800 10 56 78
RCS CRETEIL 424 335 693

MARIANO
PASSANT
E

Signature
numérique de
MARIANO
PASSANTE
Date : 2024.02.20
09:40:36 +01'00'

ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : LA POSTE SA SIRET : 356 000 000 00048 Adresse : SIEGE SOCIAL CP A306 9 RUE DU COLONNEL PIERRE AVIA 75757 PARIS CEDEX 15	AFFRANCHISSEMENT COURRIER TRADITIONNEL			
Dénomination sociale : MAILEVA SIRET : 424 335 693 00083 Adresse : 10 Avenue Charles De Gaulle 94220 CHARENTON LE PONT	COURRIER DEMATERIALISE			

LA POSTE SA

MAILEVA

SIGNATURES

Roger
SOM

Signature numérique
de Roger SOM
Date : 2024.02.19
17:12:06 +01'00'

MAILEVA
SASU au capital de 1 533 000 euros
45/47 Boulevard Paul Vaillant Couturier
94200 IVRY SUR SEINE
Tél : 01 839 10 56 78
RCS CRETEIL 424 335 693

Signature
numérique de
MARIANO PASSANTE
Date : 2024.02.20
09:41:04 +01'00'

DELEGATION DE SIGNATURE

Je soussigné, David LAFERE, agissant en qualité de Directeur Général de la société MAILEVA (RCS Créteil 424 335 693)


Donne délégation de signature à Roger SOM, en sa qualité de Responsable des Opérations Commerciales

A l'effet de signer, pour moi et en mon nom, es qualité tout contrat client ou toute réponse à appel d'offres ainsi que tout document y afférent.

Monsieur Roger SOM rendra compte de l'utilisation de sa délégation au Directeur Général de la société et ne pourra pas subdéléguer.

La présente délégation est valable à compter du 18 janvier 2023 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être révoquée à tout moment par le Directeur Général.

Fait à Ivry-Sur-Seine, le 26 janvier 2023



Le Directeur Général
David LAFERE



Monsieur Roland ANDRE, Directeur
Général de la société Maileva (RCS Créteil
n°424 335 693)

Décision portant délégation de pouvoirs au Directeur Général non Kbis de Maileva

DATE D'APPLICATION

A compter du 18 janvier 2023

EN SYNTHÈSE

Décision portant délégation de pouvoirs à Monsieur David
LAFERE, Directeur Général non Kbis de Maileva

Monsieur Roland ANDRE, Directeur Général de la société
Maileva (RCS Créteil n°424 335 693)



DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU DIRECTEUR GENERAL NON KBIS DE MAILEVA

Je soussigné, Roland ANDRE, Directeur Général de Maileva, filiale de Docaposte (« le Délégrant »), délègue à Monsieur David LAFERE, Directeur Général non Kbis de Maileva (« le Délégataire »), aux fins d'exercer les missions et les pouvoirs listés ci-dessous, dans le cadre du périmètre de responsabilité délégué suivant rattaché à l'entité Maileva.

Article 1er
Pouvoirs en matière d'organisation et de fonctionnement

Le Délégataire a pouvoir pour prendre toutes mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement des directions qui lui sont rattachées.

Article 2
Pouvoirs spécifiques

Le Délégataire dispose des pouvoirs suivants en matière d'ordre d'achats :

Dans le cadre de marchés ou contrats-cadres déjà signés par Maileva, signer toute demande d'approvisionnement relevant de sa compétence, engager des dépenses, et signer des ordres d'achat pour le fonctionnement de sa Direction, dans la limite de 100 000 euros par opération et, dans le respect des lois et règlements et des procédures internes au sein du Groupe Docaposte.

Article 3
Pouvoirs en matière de ressources humaines

Concernant les personnels de sa propre Direction et indépendamment des pouvoirs attribués à la DRH du Groupe Docaposte, le Délégataire est compétent pour prendre tout acte managérial, et de gestion, notamment en matière de congés, d'appréciation et de notation.

La Délégataire est habilité à signer tout accord collectif afférent à son domaine d'activité.
Le Délégataire représente Maileva dans toutes les instances et commissions de sa direction.

Article 4
Pouvoirs en matière de contrats

Le Délégataire disposera de l'ensemble des pouvoirs afin de négocier et conclure tous contrats, appels d'offres et commandes afférents aux activités du Périmètre délégué, et ce dans la limite et les conditions fixées dans le Processus commercial unifié existant au sein de Maileva ou plus généralement du Groupe et qui établit les procédures de vente et d'engagement clients.

A cet égard, il lui appartient de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect de la législation applicable à la passation de commandes, négociation et conclusion de contrats, notamment en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Dans ce cadre et plus spécifiquement, le Délégataire dispose notamment des pouvoirs suivants :

- signer les contrats relatifs aux produits et services commercialisés par Maileva dans le respect des lois et règlements, notamment ceux qui sont propres au droit de la concurrence et de la consommation ;



- négocier, signer et réviser les contrats commerciaux et/ou fournisseurs de Maileva ;
- signer, en accord avec la Direction Administrative et Financière, toute demande d'approvisionnement relevant de sa compétence, dans le respect des dispositions en vigueur ;
- signer les fiches individuelles de paiement, les fiches de remboursement de frais, les fiches de paiement de ses collaborateurs ;
- signer les demandes de paiement urgent par chèque ;
- signer les virements/reprise, avance, acomptes, arrhes ;
- signer les demandes de dérogation de paiement urgent ;
- signer, pour les immobilisations en comptabilité, les demandes de modification de cession PV, de cession matériel sortant ; bon de cession.

Article 5

Pouvoirs en matière de dépôt de plainte

Le Délégataire a pouvoir pour porter plainte, et se constituer partie civile, en lien avec la Direction juridique de Docaposte, devant toute autorité en cas d'atteinte aux biens et aux personnes relevant de son autorité.

Article 6

Pouvoirs en matière de prévention et de maîtrise des risques

Le Délégataire a pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention, à la maîtrise et au suivi des risques afférents aux activités de ses directions et des directions qui lui sont rattachées.

Article 7

Pouvoir en matière de représentation

Le Délégataire dispose, en liaison et avec l'accompagnement de la Direction juridique de Docaposte du pouvoir de négocier et de transiger dans toute affaire pré-contentieuse et contentieuse impliquant Maileva, dans la limite d'un montant de 50 000 euros.

En matière de procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, il agit au nom et pour le compte de Maileva, notamment pour prendre part aux réunions des créanciers, déclarer toute créance, produire tout titre, signer tout accord et plus généralement faire le nécessaire dans le cadre de ces procédures

Article 8

Pouvoirs en matière d'hygiène, de sécurité, de conditions et d'environnement de travail

Le Délégataire a pouvoir pour prendre toute mesure utile afin d'assurer le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière d'hygiène, de sécurité, de conditions et d'environnement de travail dans les locaux des directions qui lui sont rattachés. A ce titre, elle veille à leur diffusion auprès des personnels relevant de son autorité et à leur respect par lesdits personnels.

Ce domaine de responsabilité couvre l'hygiène et la sécurité du personnel placé sous son autorité ainsi que des tiers amenés à pénétrer dans les locaux dont elle a la responsabilité, sous réserve des pouvoirs relevant du Président du Groupe.



Article 9

Programmes de conformité du Groupe La Poste et de Docaposte

Le Délégataire se tient informé et veille au respect des lois et réglementations de tous ordres applicables aux activités relevant de ses attributions. Il s'engage en particulier à respecter et déployer les programmes de conformité du Groupe La Poste et de Docaposte au sein des directions qui lui sont rattachées, et notamment son programme de conformité concurrence, son programme de prévention et de lutte contre la corruption, sa politique de protection des données personnelles, son plan de vigilance ainsi que ses engagements concernant le respect des embargos et sanctions internationales. Ces engagements sont précisés dans la lettre d'engagement « conformité » signée et adressée au Délégant.

Article 10

Traitement et protection des données à caractère personnel

Le Délégataire veille à ce que les services et les personnels placés sous sa responsabilité respectent les règles applicables au traitement et à la protection des données à caractère personnel.

Le Délégataire s'assure notamment que tout traitement de données personnelles est déclaré au Délégué à la protection des données, avant la mise en œuvre du traitement et qu'un responsable opérationnel de traitement a été désigné pour chaque traitement de données personnelles.

Article 11

Responsabilité et subdélégations

Le Délégataire dispose de l'indépendance, de l'autorité, des compétences ainsi que des moyens, notamment financiers, nécessaires à l'exercice des pouvoirs délégués par la présente décision.

Il est informé que cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilité pénale et que sa responsabilité est susceptible d'être engagée en cas d'infraction aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles dont il doit assurer le respect.

Il est autorisé à déléguer les pouvoirs ci-dessus et/ou sa signature à toute personne placée sous son autorité, qu'il devra choisir en raison de ses compétences, de son autorité sur le personnel et des moyens dont il dispose pour assurer pleinement de tels pouvoirs.

Le Délégataire devra informer le Délégant de chaque délégation qu'il aura consentie. Les pouvoirs ainsi délégués pourront eux-mêmes faire l'objet de subdélégations de pouvoirs successives.

Article 12

Durée

Cette délégation est conclue pour une durée indéterminée qui, en tout état de cause, ne saurait excéder celle de mes pouvoirs en tant que Délégant. Elle prend effet à compter de la date de sa signature.

Le Délégant se réserve la faculté de suspendre ou de retirer à tout moment les pouvoirs délégués par la présente, sans qu'il en résulte une modification de la qualification de Délégataire.



Cette délégation prendra automatiquement fin en cas de changement de fonction, de mutation, a fortiori en cas de rupture de contrat de travail, quelle qu'en soit la cause.

La modification ou la révocation de cette délégation entraîne, de plein droit, la cessation des subdélégations qui auront été, le cas échéant, consenties.

La présente délégation de pouvoirs annule et remplace toute autre délégation de pouvoirs qui aurait été précédemment consentie au Délégué.

Article 13 Disponibilité

La présente délégation sera enregistrée sur la GED de Docaposte.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 18 janvier 2023

Le Délégué	Le Délégué
« Bon pour délégation de pouvoir selon les termes qui précèdent » (mention manuscrite à reproduire ci-dessous)	« Lu et approuvé selon les termes qui précèdent, bon pour acceptation de la délégation de pouvoirs et de responsabilité. » (mention manuscrite à reproduire ci-dessous)
Signé par Roland ANDRE le 20/01/2023 09:45	Signé par David LAFERE le 20/01/2023 10:12
 Tech & Trust by DOCAPOSTE	 Tech & Trust by DOCAPOSTE
Roland ANDRE Directeur Général de Maileva	David LAFERE Directeur Général non Kbis de Maileva



Ce document est signé électroniquement et certifié par la plateforme Contraila de Docaposte

Le fichier constitue un original électronique à valeur probatoire. Il est déposé en coffre-fort électronique sous la référence :

2c969eb885a098a70185c51d2b367a54

 DOCAPOSTE

HABILITATION DU MANDATAIRE

Objet : Prestations de services et d'envois postaux nationaux et internationaux d'un poids inférieur ou égal à 3kg dans le champs du service universel postal. Marché n°105RL20-20405

- Avenant d'augmentation budgétaire

Siret : 24830054300217

La Société MAILEVA, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 1 530 000 €, dont le siège social est sis 45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier, 94200 Ivry-sur-Seine, ayant pour numéro unique d'identification 424 335 693 (RCS de Créteil), membre du groupement momentané conjoint avec LA POSTE SA,

représentée par Monsieur Roger SOM, habilité à engager la société MAILEVA en sa qualité de Responsable des Opérations Commerciales,

donne habilitation, par la présente, à LA POSTE SA,

représentée par Monsieur Mariano PASSANTE, en sa qualité de Directeur National des Ventes et mandataire du groupement conjoint,

qui l'accepte, pour signer, en son nom et pour son compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des prestations: Pour valoir ce que de droit.

Fait à Ivry Sur Seine, le jeudi 23 Novembre 2023

Monsieur Roger SOM
Responsable des Opérations Commerciales - MAILEVA

**Roger
SOM**

Signature numérique
de Roger SOM
Date : 2023.11.23
17:15:42 +01'00'

MAILEVA
SASU au capital de 1 530 000 euros
45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier
94200 IVRY SUR SEINE
Tél. : 0 809 10 56 78
RCS CRETEIL 424 335 693

